



Au bout de 10 ans de blocus, Gaza atteint un point de rupture humanitaire et politique

Chloé Benoist – Alors que la bande de Gaza vient de passer la barre des 10 ans du siège israélien de la petite enclave palestinienne, jeudi, la situation humanitaire continue à préoccuper les groupes de défense des droits humains, qui ne cessent de dénoncer les « conditions de vie les plus inhumaines du monde moderne. »

Gaza, qui a souvent été comparée à une « prison à ciel ouvert » pour ses 1,9 million d'habitants entassés dans 365 kilomètres carrés, vient de subir une décennie d'isolement et de privations, aggravée par trois agressions militaires israéliennes dévastatrices et une persistante lutte politique entre deux factions palestiniennes.

La décision récente de l'Autorité palestinienne (PA) de demander à Israël de [réduire l'approvisionnement en électricité](#) de la bande de Gaza a fait craindre que la situation à Gaza n'atteigne rapidement un niveau de dégradation politique et humanitaire aux conséquences imprévisibles.

Une décennie de restrictions épouvantables

Six mois après qu'Israël a évacué ses colonies illégales dans la bande de Gaza, le mouvement du Hamas a remporté des élections législatives palestiniennes en janvier 2006 avec une victoire écrasante : il a remporté 74 sièges au Conseil législatif palestinien (PLC), tandis que le Fatah, le parti de l'AP au pouvoir, n'en remportait que 45.

Ce « tsunami » comme le Fatah l'a appelé, n'a pas enchanté les responsables du Fatah, et les tensions entre le Hamas et le Fatah se sont aggravées d'autant plus que les israéliens et les Etatsuniens ont décidé d'imposer des sanctions économiques à l'AP, parce qu'ils considéraient le Hamas comme un groupe terroriste.

Les tensions ont abouti à la bataille de Gaza entre le 10 juin et le 15 juin 2007, au cours de laquelle le Hamas a pris le plein contrôle de la côte. Israël a réagi en imposant le blocus militaire total de Gaza. Depuis 10 ans, les autorités israéliennes restreignent sévèrement la liberté de circulation des Gazaouis, exigeant que tous les Palestiniens – y compris les [malades en traitement](#), les [hommes d'affaires](#) et les [hommes âgés](#) qui veulent aller prier – aient un permis pour entrer ou sortir des territoires occupés à travers le checkpoint d'Erez.

L'Égypte, le seul autre pays qui [partage une frontière avec Gaza](#), a également [intensifié le blocus](#) depuis qu'Abd al-Fattah al-Sisi a [renversé le gouvernement](#) dirigé par les Frères musulmans en 2013 et est devenu président.

La plupart des Gazaouis ne peuvent ni sortir de l'enclave côtière assiégée ni y entrer, parfois pendant des mois d'affilée, parce que les autorités égyptiennes n'ouvrent que sporadiquement le poste frontière de Rafah. Selon les Nations Unies, il n'a été ouvert que 44 jours en 2016, et 21 jours en 2015.

L'Égypte a récemment tenté de faire pression sur le gouvernement de Gaza pour qu'il coopère avec ses violentes opérations de « contre-terrorisme » en échange de la fourniture d'électricité dont Gaza a un besoin impérieux.

Israël a également maintenu des restrictions draconiennes sur l'approvisionnement de l'enclave assiégée, arguant que des matériaux de construction comme le ciment pouvaient être utilisés par le Hamas et d'autres groupes de résistance palestinienne à des fins militaires.

Les dossiers du ministère israélien de la Défense publiés en 2012 ont également révélé que les autorités israéliennes ont aussi limité l'[entrée de la nourriture dans Gaza](#) ; selon l'ONG juridique Gisha, des produits tels que la [cardamome](#), le [chocolat](#) et les [chips](#) étaient interdits d'importation dans Gaza en 2010. De plus, le secteur agricole de Gaza a beaucoup souffert des « zones tampons » créées par Israël à la fois sur terre et en mer ; les [agriculteurs palestiniens risquent leur vie](#) lorsqu'ils s'approchent trop près de la clôture de la frontière et les pêcheurs lorsqu'ils s'éloignent de la petite « zone de pêche délimitée » (par Israël) au large de la bande de Gaza.

Le profond impact de trois guerres

Israël a inlassablement tenté d'écraser la résistance palestinienne dans la bande de Gaza pendant toutes ces années, en prétendant que les roquettes sporadiquement tirées de la petite enclave palestinienne, ou que les tunnels construits entre Gaza et Israël ou l'Égypte justifiaient ses mesures punitives contre Gaza.

A Fish Out of Water: Gaza's First Fisherwoman

Alors que les tunnels entre Gaza et Israël sont utilisés par des groupes de la résistance pour attaquer Israël, les tunnels vers l'Égypte sont utilisés par le Hamas comme une source de revenus et d'armes et aussi pour faire rentrer des produits de première nécessité pour les Gazaouis, comme de la nourriture, des médicaments et des matériaux de constructions indispensables.

Le blocage déjà rigoureux a vu son impact multiplié par plusieurs attaques militaires israéliennes de grande envergure sur Gaza pendant ces dix ans ; des groupes de défense des droits humains ont accusé Israël d'un usage disproportionné de la force qui s'apparente à des crimes de guerre. Pendant l'opération « Plomb durci », une guerre de trois semaines qui a commencé à la fin de décembre 2008 et s'est terminée en janvier 2009, 1 391 Palestiniens ont été tués – dont 926 civils –

et plus de 5 000 ont été blessés, selon le Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR). Dans le même temps, 13 Israéliens ont été tués – quatre d'entre eux par un feu ami – et 518 ont été blessés. En novembre 2012, les frappes militaires israéliennes d'une durée d'une semaine connues sous le nom de « Opération Pilier de Défense » ont tué 160 Palestiniens tués et fait 1 000 blessés, selon le PCHR, tandis que, selon le gouvernement israélien, 6 Israéliens ont été tués et 229 blessés. Le conflit le plus dévastateur, toutefois, a eu lieu à l'été 2014, lorsqu'une guerre de sept semaines a coûté la vie à 2 310 Palestiniens, 70% d'entre eux des civils selon le ministère de la Santé de Gaza, et en a blessé plus de 10 500 autres. Pendant ce temps, 72 Israéliens, dont 67 soldats, ont été tués et 555 blessés.

Le Hamas n'a pas revendiqué d'attaques de roquette depuis que le cessez-le-feu a été déclaré après la guerre de 2014 et il a même essayé d'empêcher les plus petits groupes de lancer des roquettes. Les officiels israéliens ont néanmoins accusé le Hamas de « préparer » une autre guerre avec Israël et ont mené des opérations de représailles sur toute la bande de Gaza –par des